

**Arrêté n° 2025 - 9 PC
portant prescriptions complémentaires à l'arrêté n°2023-2871ENREG du 3 novembre 2023
applicables à la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE
concernant les conditions d'exploitation des Formes 8 et 9
des bassins Est du GPMM sur la commune de Marseille (13015)**

Vu le code de l'environnement et en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, L. 512-20, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-287 du 3 novembre 2023 portant régularisation au titre du régime de l'enregistrement pour la société Chantier Naval de Marseille (CNM) de l'exploitation des activités de réparation navale exploitées au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (15 ième) ;

Vu le rapport du 14 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier du 27 novembre 2024 au titre de la procédure contradictoire ;

Considérant que les Tributylétains (TBT) sont des substances largement présentes dans les antifoulings jusqu'à leur interdiction dans les peintures à la fin des années 1980 dans de nombreux pays ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer la surveillance pérenne de cette substance au regard des activités spécifiques du site dans le domaine de la réparation navale ;

Considérant qu'afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application de l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 :

La société Chantier Naval de Marseille (CNM), dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses activités enregistrées par l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2023-171 ENREG en date du 17 août 2023, dans son établissement situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) à Marseille (13016).

Article 2 – Paramètre à surveiller :

L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 aout 2023 est complété comme suit :

Le tableau des paramètres à mesurer est complété de la ligne suivante :

Tributylétain (CAS 688-73-3)	Semestrielle
------------------------------	--------------

Article 3- Valeur Limite d'émission :

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 aout 2023 est complété comme suit :

L'exploitant procède à la recherche du Tributylétain dans les effluents résiduels de l'activité des aires de carénage, collectés et dirigés vers la station de traitement avant rejet dans le milieu. Que ce soit avant (installation temporaire) ou après la mise en fonctionnement des installations de collecte et de traitement des eaux mises en œuvre par le GPMM, la valeur limite d'émission avant rejet dans le milieu naturel du Tributylétain est fixée en concentration moyenne journalière à 25 µg/L, indépendamment du flux pour chacun des points de rejet de la forme 10.

En cas de dépassement de la valeur définie ci-dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

Article 4 - Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Marseille :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour les décisions de l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelle s'y rapportant. A ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire

Article 6 :

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le maire de Marseille,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés en chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 20 JAN. 2025

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY